

La prise en charge du handicap fait face à une crise inédite

Confrontés à une pénurie de professionnels, des centres spécialisés renvoient des patients chez leurs parents.

AGNÈS LECLAIR @AgnesLeclair

SANTÉ À 27 ans, Martin passe désormais la plupart de son temps chez ses parents, entre la télévision et l'ordinateur. En septembre, ce jeune homme atteint d'une paralysie cérébrale a vu son temps de prise en charge en accueil de jour réduit de 60 %. « Martin a besoin d'aide pour se laver, s'habiller, couper ses aliments, sortir. Il peut utiliser un téléphone simplifié en cas de problème mais il a besoin d'une présence quasi-permanente. Je me suis mis en télétravail à temps partiel pour pouvoir m'occuper de lui car son foyer a dû réduire le nombre de jours d'accueil », explique son papa, Jean-Christophe, consultant en informatique. Pour combien de temps ? La situation va-t-elle empirer ? Un autre mode d'accompagnement doit-il être envisagé ? Ce père de famille, consultant en informatique, n'en a aucune idée. « Nous vivons dans l'incertitude la plus totale, dit-il. Pour l'instant, nous avons réussi à nous organiser, mais pour d'autres, plus en difficulté, c'est un enfer. »

À Saint-Jean de Malte, à Paris, établissement spécialisé dans l'accueil d'adultes souffrant d'un handicap lourd, le 14 octobre.

Le personnel doit désormais se concentrer sur l'indispensable.

FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

Un vent de panique souffle dans le secteur du handicap. Des adultes handicapés obligés de retourner vivre chez leurs parents. Des démissions à la chaîne. Des établissements contraints de fermer des services. Des équipes épuisées... Après plus de dix-huit mois de pandémie, les fédérations et associations qui gèrent des centres ou foyers d'accueil médicalisés traversent une crise sans précédent qui touche de plein fouet le médico-social.

« L'augmentation des salaires des soignants de l'hôpital et des Ehpad a créé une concurrence qui entraîne une fuite du médico-social vers le sanitaire »

JACKY VAGNONI, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION PARALYSIE CÉRÉBRALE FRANCE

Depuis la rentrée, les dirigeants de ces structures voient avec angoisse un nombre croissant d'infirmières, d'aides-soignantes et d'éducateurs rendre leur blouse. « C'est du jamais-vu, soupire Jacky Vagnoni, président de la fédération Paralysie cérébrale France. Le "Séjour de la santé" a déséquilibré tout le système. L'augmentation des salaires des personnels soignants de l'hôpital et des Ehpad a créé une concurrence qui entraîne une fuite du médico-social vers le sanitaire. Tous les jours, il y a de nouvelles démissions. Il manque jusqu'à 30 % de professionnels dans les départements les plus touchés. Si on voulait tuer cette prise en charge, on ne s'y prendrait pas autrement », alerte le président de ce réseau qui accueille 7 500 enfants, adolescents et adultes dans près de 200 établissements et services médico-sociaux.

« On est au bord de fermer certaines structures », renchérit Valérie Löchen, directrice générale d'Odyneo, une association du médico-social qui accueille des personnes avec handicap neuromoteur. Dans les centres de ce réseau, la moitié des infirmières sont parties. 30 % des aides-soignantes manquent à l'appel tout comme 30 % d'éducateurs et aides médico-psychologiques.

L'Unapei, mouvement associatif qui représente plus de 60 000 familles et gère 3 100 établissements médico-sociaux, décrit une situation très critique dans plusieurs départements. En Haute-Savoie, 120 postes sont désormais vacants et 150 personnes handicapées sont reparties dans leur famille. « Depuis le début de la crise Covid, notre secteur est dans l'ombre. Certains soignants ont été revalorisés mais tous les professionnels du médico-social devraient être traités de manière égale car ils ont tous participé à la gestion de la crise, plaide son président, Luc

Gateau. Les parents et les aidants ne peuvent pas pallier les manquements de notre pays. Ce serait un retour en arrière dramatique, une atteinte aux droits fondamentaux des personnes handicapées. »

Directeur général du réseau Adapei de Loire-Atlantique, Arnaud Goasguen indique qu'il lui manque actuellement 112 professionnels. « Des soignants sont partis car ils n'ont qu'à traverser la rue pour gagner 270 euros de plus, tacle-t-il. Pour nous, c'est une vraie catastrophe. Toutes les personnes prises en charge ne peuvent pas retourner en famille car qu'elles ont besoin de soins lourds ou parce que leurs parents sont trop âgés. Bienôt, la seule solution sera d'envoyer les personnes polyhandicapées aux urgences. » Dans une de ses structures, un adolescent souffrant de troubles psychiatriques importants vient d'ailleurs de partir pour l'hôpital. Après le départ des deux infirmières spécialisées de son unité d'accueil, les éducateurs n'arrivaient pas à gérer seuls ses accès de colère, parfois violents.

La prise en charge quotidienne se poursuit dans des conditions difficiles, entraînant un absentéisme qui dégrade encore la situation. Les sorties à l'extérieur ont été supprimées pour se concentrer sur les seuls besoins primaires : les toilettes et les repas. « La plupart des activités individuelles ont été supprimées. Les résidents sont déprimés, inquiets et mécontents, déplore Valérie Löchen, chez Odyneo. Nous essayons par tous les moyens de recruter et nous sommes obligés de faire travailler des gens qui ne sont pas qualifiés. Leur absence de formation entraîne des défauts de soins et d'hygiène. Le manque de professionnels empêche la transmission du savoir-faire. C'est un cercle vicieux. »

Récemment, dans un centre, une aide-soignante a découvert une plaie ouverte, avec des asciticos, dans la main rétractée d'un résident, rapporte la directrice de l'association. « Nous redoutons des risques d'escarres, de fausses-roues, de mauvaise gestion de crises d'épilepsie », alerte-t-elle. « Nous sommes

sur le fil du rasoir. Cela nous bouffe les nuits », lâche Arnaud Goasguen. Pour Marine, infirmière de 27 ans, travailler auprès des personnes handicapées était « un choix ». Elle vient de quitter l'Arémcom, un centre d'accueil pour personnes polyhandicapées des Pyrénées-Atlantiques. « J'avais trouvé ma voie. Même si c'était un peu moins bien payé, la différence de salaire était minime », confie-t-elle.

« Les parents et les aidants ne peuvent pas pallier les manquements de notre pays »

LUC GATEAU, PRÉSIDENT DE L'UNAPEI

Après le Covid, quand les primes sont arrivées à l'hôpital, Marine est restée patiente. « Je me suis dit que cela arriverait chez nous. Mais au bout d'un moment, on trouve injuste de faire le même travail que les autres sans reconnaissance. Et puis les conditions travail sont de plus en plus

compliquées, explique-t-elle. Je suis triste de quitter cette belle structure, des équipes solidaires, un lien fort avec les résidents. Mais aujourd'hui, cela ne suffit plus. » Embauchée dans un hôpital, elle gagnera 1 650 euros net contre 1 400 auparavant, sans les jours fériés et les nuits.

Les personnels multiplient les appels au gouvernement, comme le 6 octobre dernier lors d'une manifestation. Au secrétariat d'État chargé du Handicap, on met en avant la mission Laforcade qui prévoit une extension du Ségur au secteur privé à but non lucratif et une enveloppe de « 364 millions pour 65 000 personnes, dont 59 000 sur le secteur handicap » au 1^{er} janvier. Pour les éducateurs et autres encadrants du secteur social, Sophie Cluzel renvoie vers la négociation sur les conventions collectives et de futures revalorisations auxquelles l'État « apportera une contribution financière ». En attendant, les agences régionales de santé (ARS) et les départements confrontés à ces appels à l'aide se renvoient la balle. ■



En maison d'accueil, la spirale infernale du manque de soignants

ANGÉLIQUE NÉGRONI
anegroni@lefigaro.fr

À L'ENTRÉE de l'établissement, des fleurs en papier crépon rouge égaient le bureau d'accueil où se présente tout visiteur. Mais, une fois cette pièce franchie, dans les locaux de cette maison spécialisée située à Paris et gérée par l'Ordre de Malte, c'est le désordre. Chaque jour qui passe est un nouveau casse-tête. Le manque cruel d'aides-soignants bouscule toute l'organisation d'un établissement de sept étages qui abrite 74 adultes présentant un handicap moteur lourd. Une situation qui génère un stress généralisé, des soins menés parfois à la va-vite et qui oblige à raboter sur ce qui n'est pas essentiel : la tendresse.

Ces mille petites attentions qui rendent un peu plus douces ces existences cloûdées dans des fauteuils roulants se font plus rares. Le personnel se concentre désormais sur l'indispensable, se préoccupant avant tout de la sécurité des résidents quand ils sont déplacés avec des levés-personnels et conduits dans un chariot-douche, à la salle de bains pour des soins. « Ils ne nous parlent plus », regrette Marcel, l'un des pensionnaires, à propos de ces employés pressés. Lui ne peut plus se confier à propos des chances

qu'il compose. Des textes qu'il écrit pour les autres résidents et le personnel. « Son autre famille », dit-il.

Cette situation de pénurie, constante depuis des années, s'est brusquement accentuée avec le « Séjour de la santé ». La revalorisation des salaires en direction des établissements de santé et des Ehpad a provoqué une fuite du personnel non concerné par ces augmentations. Comme ici, où à missions égales, les aides-soignants et infirmières de cette structure n'ont pas droit de cette hausse mensuelle de 183 euros net versée depuis plus d'un an. Leur tort : appartenir au médico-social, exclu du soutien financier.

Cinq aides-soignants chevronnés, des piliers de cette maison d'accueil, sont déjà partis rejoindre l'hôpital. D'autres sont tentés d'en faire autant. Prenant sa pause en fin de matinée dans l'une des salles du rez-de-chaussée, Mamadou, payé 1 400 euros net par mois, admet qu'il y songe. Outre la revalorisation conséquente, il y a en plus à l'hôpital bien d'autres avantages qu'il n'y a pas dans cet établissement. « Il y a des primes, le treizième mois, une diversité d'activités », dit-il. Il y a aussi, ajoute-t-il, « un confort de travail que l'on n'a pas ici ». Un confort qui, dans cette petite structure, est de plus en plus mis à mal. Les départs obligent en

effet ceux qui restent à mettre les bouchées doubles. En théorie, les aides-soignants doivent ainsi être trois par unité de vie pour la toilette du matin des personnes handicapées. Ils sont désormais parfois seulement deux. Pour soulager les équipes du matin, celles de la nuit aident alors quelques résidents à se préparer avant de partir. « Cela nous oblige à les réveiller à 6 heures au lieu de 8 heures », déplore la directrice des lieux, Doris Berdugo.

Le turnover s'accroît

Même si les soins rapides se répètent, cette responsable reste indécidablement choquée par cette situation qui pénalise les personnes handicapées. Celles qui se battent ici pour gagner un peu d'autonomie, qui actionnent leur fauteuil roulant avec leur front ou à la force d'un seul pouce artificiellement revalorisé, doivent à tout prix, selon elle, être soutenues. Et le reconfort doit être permanent. Dans ce monde où les corps ne répondent plus, ou si peu, les sensibilités sont à fleur de peau. La moindre baisse d'attention est vécue comme un abandon. « Et comme l'orientation temporo-spatiale de ces personnes est parfois affaiblie, on a peur aussi qu'elles se perdent dans l'établissement... », ajoute Doris Berdugo. La vigilance ne doit donc pas faiblir.

Pourtant tout s'aggrave bel et bien. Faisant le travail pour deux et multipliant les heures supplémentaires, le personnel s'épuise et les arrêts de travail se multiplient. Jeudi dernier, dans la matinée, 15 personnes manquaient à l'appel. « Et on ne trouve plus d'employés pour les remplacer », s'inquiète Jacques Boulot, le directeur des établissements de l'Ordre de Malte France. Depuis la crise sanitaire, le médico-social fait face aux mêmes difficultés que la restauration pour trouver du personnel. Pour 9 euros de l'heure, une partie des aides-soignants a disparu du secteur, aggravant un turnover déjà important. Il est de 35 % dans cette maison d'accueil.

Dans cette spirale infernale, le quotidien des résidents est de plus en plus bousculé. Outre les toilettes expédiées, les activités sont parfois annulées. La séance piscine saute de temps à autre, les sorties à l'extérieur se font plus rares et les retards se multiplient tantôt pour aller chez l'ergothérapeute, tantôt le psychologue ou encore l'orthophoniste. « Pour la première fois, on fait appel à des bénévoles pour nous aider durant les repas », déplore Doris Berdugo. Mais ce turnover qui s'accroît perturbe ces résidents. Les membres de « cette autre famille » changent désormais bien trop souvent de visage. ■

Pour la première fois, on fait appel à des bénévoles pour nous aider durant les repas

DORIS BERDUGO, DIRECTRICE DE LA MAISON D'ACCUEIL SPÉCIALISÉE SAINT-JEAN DE MALTE À PARIS